

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les élections européennes, la construction européenne et la politique du gouvernement, à Paris le 26 mai 2014.

Mes chers compatriotes,

Dimanche, les élections européennes ont livré leur vérité. Elle est douloureuse.

Six Français sur dix ne se sont pas déplacés. Un électeur sur quatre a voté pour l'extrême droite. C'est vrai, partout les partis anti-européens progressent. Mais c'est en France, pays fondateur de l'Union Européenne, Patrie des droits de l'homme, pays des libertés que l'extrême droite arrive aussi largement en tête.

Bien sûr ce vote n'efface pas tous les suffrages, ceux qui se sont portés notamment sur les partis européens. Mais ce vote il est là et il doit être regardé en face. C'est ce que je fais.

Comment l'interpréter ? Ce vote, c'est une défiance à l'égard de l'Europe, qui inquiète plus qu'elle ne protège.

C'est une défiance à l'égard des partis de gouvernement, de la majorité, comme de l'opposition.

Ce vote, c'est une défiance à l'égard de la politique qui, après tant d'années de crise, appelle toujours des efforts sans que l'on voie encore les résultats.

Ce serait une faute et je ne la commettrais pas, que de fermer les yeux sur cette réalité. Parce qu'elle traduit une peur du déclin de la France, de la mondialisation et ce sentiment exprimé tant de fois, d'abandon face à la dureté de la vie.

Mais le pire, le pire ce serait de renoncer à ce qui fait la France, ses valeurs, son rang, son influence, son ambition, sa place en Europe et dans le monde.

Nous sommes un grand pays et il ne peut concevoir son destin dans le repli, dans la fermeture, dans le rejet. L'Europe, elle ne peut avancer sans la France, mais l'avenir de la France, il est en Europe.

Je suis Européen, mon devoir c'est de réformer la France et de réorienter l'Europe. L'Europe, elle a réussi, notamment depuis deux ans, à surmonter la crise de la zone Euro - elle était proche de l'éclatement - mais à quel prix ? Celui d'une austérité qui a fini par décourager les peuples.

Aussi, demain, pas plus tard que demain, au Conseil européen, je réaffirmerai que la priorité c'est la croissance, c'est l'emploi, c'est l'investissement. L'Europe, elle est devenue illisible, j'en suis conscient, lointaine et pour tout dire incompréhensible, même pour les Etats. Cela ne peut plus durer. L'Europe, elle doit être simple, claire, pour être efficace là où elle est attendue, et se retirer là où elle n'est pas nécessaire.

L'Europe, elle doit préparer l'avenir : les nouvelles technologies, la transition énergétique et sa propre défense. Elle doit protéger ses frontières, ses intérêts, ses valeurs, sa culture. Tel doit être le mandat qui doit être confié à la prochaine Commission Européenne et j'y veillerai.

Mais pour parler d'une voix forte, la France doit elle-même être forte.

Depuis dix ans, elle perd ses emplois, notamment dans l'industrie, sa compétitivité se dégrade, son déficit commercial se creuse. Depuis dix ans, la France, à cause de politiques qui n'ont pas été conduites, elle a accumulé des dettes.

Ce n'est pas l'Europe qui nous demande de faire des réformes. C'est pour la France que nous devons les mener à bien et c'est ce que j'ai décidé, en confiant au gouvernement de Manuel VALLS sa feuille de route. Quelle est-elle ?

... dans ce régime de responsabilité, quels sont-ils ?

C'est l'emploi par le soutien aux entreprises, le pacte de responsabilité. C'est le pouvoir d'achat par des baisses d'impôts. C'est la justice sociale par la priorité répétée, réaffirmée à l'éducation. C'est la simplification, la modernisation et ce sera tout l'enjeu de la réforme de notre organisation territoriale, de grandes régions, avec une évolution de nos collectivités et ce sera présenté dès la semaine prochaine.

Cette ligne de conduite, elle ne peut pas dévier en fonction des circonstances, il y faut de la constance, de la ténacité, du courage. Mais aussi de la rapidité dans la mise en œuvre. Parce que les Français ne peuvent pas attendre.

L'avenir. Nos institutions sont solides. Elles nous donnent les moyens d'agir et, au bout du chemin, j'en suis convaincu, mais il faudra le démontrer, ce sera la réussite et la réussite de tous. Dans les épreuves, face aux défis, le rassemblement il est nécessaire, le rassemblement des Français. Ce qui nous unit c'est notre attachement à la démocratie, à la République. Ce qui nous unit au-delà de tout, c'est notre amour de la France et ce sera le combat que je mènerai tout au long de mon quinquennat.

Vive la République et vive la France.